

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRAJA VESIGNE

19-21 avenue Frédéric Mistral 84100 Orange

Références : D-UD83-2023-0400

Code AIOT : 0006412143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2023 dans l'établissement BRAJA VESIGNE implanté croquefigue 83870 Signes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est destinée à vérifier le respect de la mise en demeure du 10 février 2023 relative à plusieurs insuffisances constatées, notamment en matière de rétention.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRAJA VESIGNE
- croquefigue 83870 Signes
- Code AIOT : 0006412143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale d'enrobage Braja Vésigné de Signes a été créée suite à l'autorisation du 27 septembre 2016. Elle fonctionne actuellement en sous capacité puisque la production d'enrobé se limite à 8000 t pour l'année 23.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité du site suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 23

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se

veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 3.2.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 4.3.2.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Protection contre des risques spécifiques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 4.2.4.1.	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2022, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 9.2.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.2.2.	Susceptible de suites	Sans objet
7	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.4.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.4.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.2.2.	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société BRAJA VESIGNE a remédié à l'ensemble des lacunes constatées qui avaient conduit à la mise en demeure du 10 février 23, notamment par l'agrandissement de la cuvette de rétention.

L'exploitation est donc à présent redevenue conforme aux prescriptions édictées dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Au jour de la visite, le site présente un aspect rationnel et ordonné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, rejet atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none">-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals)-à une teneur en O₂ égale à 17 %. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes</p> <p>(...)</p> <p style="text-align: center;">COVNM : 110 mg/Nm³ si le flux est supérieur à 2 kg/h</p> <p>(...)</p>
Constats : De nouvelles mesures à l'émission ont été réalisées par l'APAVE le 01/12/2022 en situation de production de 80 t/h donc pendant une phase de fonctionnement représentative. Ces mesures montrent que la teneur en COVT s'élève à 48,5 mg/m ³ pour un flux de 2,63 kg/h. Cette mesure atteste du retour à la conformité des émissions atmosphériques de COVT.
La vitesse d'éjection mesurée à 17m/s s'avère également conforme car supérieure à la vitesse minimale fixée à 12 m/s
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 4.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2023
Prescription contrôlée : <p>Les eaux de ruissellement pluvial du site sont dirigées par gravité vers un bassin d'orage situé à l'Ouest du terrain d'implantation de la centrale, propriété de la carrière voisine exploitée par la société LAFARGE granulats France, Cet ouvrage fait office de décantation. L'exploitant dispose d'une convention de raccordement au bassin précité et la tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Une canalisation traversant la route d'accès a été créée pour diriger les eaux de ruissellement vers le bassin de décantation de la carrière Lafarge voisine, via un fossé pluvial. Une convention conclue avec la société Lafarge entérine l'utilisation de ce bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection contre des risques spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 4.2.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, arrêt d'urgence en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans Suites• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2023
Prescription contrôlée : <p>La centrale d'enrobage à chaud doit disposer d'interrupteurs et de robinetteries de scionnement, en desendroits facilement accessibles, permettant en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'arrêt des pompes à bitume,- l'arrêt de l'arrivée de fuel aux brûleurs,- l'arrêt du dispositif de ventilation,- l'isolement des circuits de fluide chauffant,- l'arrêt des convoyeurs de granulats et de fillers. <p>Ces organes de coupure sont signalés par des panneaux bien visibles par les opérateurs.</p>
Constats : Des interrupteurs d'arrêt d'urgence sont disposés sur les principaux postes de l'installation en particulier sur le panneau de commande de la chaudière de réchauffage du bitume. Des panneaux signalétiques ont été rajoutés pour rendre ces interrupteurs facilement repérables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2023
Prescription contrôlée : (...) Ces cuves sont implantées dans une cuvette de rétention étanche dont le volume global est de 352 m ³
Constats : Une nouvelle cuvette de rétention a été bâtie dans le prolongement de la cuvette principale, de sorte à porter la capacité totale de rétention à 360 m ³ , d'après le plan d'exécution fourni. Cette capacité est conforme au regard de la capacité minimale prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance annuelle des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2023
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets du conduit N°1 cheminée du tambour sécheur. La surveillance porte sur les paramètres suivants : Débit, O ₂ , Poussières, SO ₂ , NOx, avec une fréquence annuelle
Constats : La mesure annuelle de la composition des émissions atmosphériques en sortie de cheminée du tambour sécheur a été réalisée par l'APAVE le 01/12/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, convention de raccordement à la réserve d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/04/23
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : Une convention de raccordement est établie entre l'exploitant et la société LAFARGE granulats France permettant de justifier la mise à disposition en toute circonstance des bassins susvisés. (...)
Constats : Une convention autorisant l'accès à la réserve d'eau voisine de la société Lafarge a été conclue en date du 28/04/2023. Cette réserve d'eau est donc effectivement mobilisable pour la défense contre l'incendie de la centrale d'enrobage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, rétention du fluide caloporteur
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/06/23
Prescription contrôlée : (...) <p>L'unité de réchauffage du bitume est équipée d'un dispositif de vidange total du circuit d'huile, d'une capacité de 2 000 l, permettant d'évacuer le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque du circuit. Ce dispositif est positionné au point bas de l'installation au dessus d'une cuvette de rétention d'une capacité de 2 000 l située sous la chaudière. Cette cuvette est située dans le parc à liant. L'ouverture de la vanne de vidange interrompt automatiquement le système de chauffe du fluide caloporteur. L'aire de ravitaillement en carburant est étanche et reliée à une rétention de capacité de 6 m³.</p>
Constats : Une cuve métallique de rétention a été rajoutée pour collecter séparément les écoulements de fluide caloporteur de la chaudière de réchauffage du bitume, en cas d'incident ou d'accident nécessitant une vidange en urgence. La capacité de cette cuve, qui s'élève à 2200 l suivant le document consulté, est conforme à la prescription en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, vidange du fluide caloporteur contenu dans l'unité de chauffage du bitume
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/06/23
Prescription contrôlée : (...) <p>L'unité de réchauffage du bitume est équipée d'un dispositif de vidange total du circuit d'huile, d'une capacité de 2 000 l, permettant d'évacuer le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque du circuit. Ce dispositif est positionné au point bas de l'installation au dessus d'une cuvette de rétention d'une capacité de 2 000 l située sous la chaudière. Cette cuvette est située dans le parc à liant. L'ouverture de la vanne de vidange interrompt automatiquement le système de chauffe du fluide caloporteur. (...)</p>
Constats : Une vanne de vidange d'urgence du fluide caloporteur de la chaudière, asservie à un arrêt de chauffe a été rajoutée.
Observations : La vanne de vidange d'urgence du fluide caloporteur devrait être identifiée par une signalétique explicite pour éviter toute confusion
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2016, article 8.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, réserve d'émulseur
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans suites • date d'échéance qui a été retenue : 12/02/2023
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : > d'une réserve d'émulseur de 2 000 l en conditionnement de 1 000 l minimum positionnée à proximité de la cuvette de rétention, en dehors des zones d'effets thermiques. ...
Constats : La réserve d'émulseur a été déplacée à proximité de la prise d'eau incendie , elle peut donc être mobilisée en cas de sinistre. Le raccord pompier est placé sur une conduite effectivement maintenue sous pression.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet